

ni ne nous attire aucunement. Il est possible en outre, à moins que nous soyons pleinement maîtres de la situation, qu'elle décide, une fois armée, de se ranger du côté de la Russie.

Nos jeunes gens devront alors faire face aux armes mêmes que nous aurons envoyées là-bas. Ce ne sont pas là des paroles en l'air puisque deux fois, au cours des vingt-cinq dernières années, l'Allemagne a fait précisément cela. A mon avis, nous devons nous assurer, dans la mesure où nous le pouvons, que les Allemands combattront aux côtés des Français, des Américains et des Anglais contre leurs compatriotes de l'Allemagne orientale. Cette éventualité possible comporte un autre risque. Si nous rétablissons l'armée allemande, sous le commandement de gens comme le général Guderian ou le général Speidel, nous aurons la seule sorte d'armée que ce peuple ait jamais connue, c'est-à-dire une réplique de l'armée hitlérienne. Nous devrions, assurément, nous interdire toutes relations avec ces généraux allemands méprisables, de seconde main. Les Allemands inspirent toujours à l'Europe de la méfiance et de la crainte. Il est dangereux d'appuyer, à l'étranger, n'importe quoi pourvu que ce ne soit pas communiste. Il faudrait qualifier d'indigne de notre appui tout ce qui est mauvais, pourri, décadent et haineux.

Le projet de rétablir le nationalisme militaire allemand provoque, chez nous, beaucoup d'anxiété et d'inquiétude. Les généraux allemands portent une lourde responsabilité devant l'histoire. Ils ont appuyé Hitler dans sa tentative de détruire la démocratie en Europe et dans les honteux massacres de millions d'innocents, hommes, femmes et enfants. Ils se sont révélés jusqu'ici congénitalement indignes de confiance. Le réarmement de l'Allemagne sera discuté en haut lieu. J'exhorte le Gouvernement à ne tenter qu'avec la plus grande circonspection cette dangereuse aventure allemande.

**M. J. A. Ross (Souris):** En prenant la parole pour participer au débat sur l'Adresse, je voudrais avant tout féliciter les motionnaires (MM. McMillan et Breton) de l'excellente façon dont ils se sont acquittés de la tâche que représentait pour eux leur premier discours en cette enceinte.

On a déjà dit du discours du trône lui-même qu'il est plutôt vague et ambigu. N'empêche qu'il souligne la gravité de la situation internationale et l'importance des mesures de défense qu'il faudra prendre et qui ont provoqué un état de crise. Quant aux affaires étrangères, elles ont fait l'objet d'une déclaration circonstanciée du secrétaire d'État aux Affaires extérieures M. Pearson. Mon collègue

de Peel (M. Graydon) aura excellemment, ce me semble, précisé notre attitude à l'égard de la proposition d'amendement dont nous sommes saisis. Hier soir nous avons entendu le long discours où le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) indiquait les objectifs d'un programme triennal. On entend, nous a-t-il dit, avoir 148,000 hommes sous les armes d'ici trois ans. Voilà qui représente un véritable défi à la fois pour nos ressources humaines et pour nos ressources matérielles. D'ailleurs, à propos de ce projet d'enrôler 148,000 hommes sous les drapeaux d'ici trois ans, j'aimerais rappeler que, compte tenu du chiffre de notre population, cet effort reste encore inférieur de moitié à celui qu'ont déjà consenti les États-Unis ou la Grande-Bretagne.

Les États-Unis d'Amérique, dont la population est onze fois plus considérable que celle du Canada, se sont donné comme objectif de mettre 3,500,000 hommes sous les armes d'ici le mois de juin prochain. Pour égaler l'effort des États-Unis, le Canada devrait, compte tenu de sa population, viser à avoir 318,000 hommes sous les armes. En octobre dernier, la Grande-Bretagne, qui compte trois fois et demie plus d'habitants que le Canada, avait 1,023,000 hommes sous les drapeaux. Pour égaler l'effort de la Grande-Bretagne, en tenant compte de notre population, il nous faudrait avoir plus de 285,000 hommes dans nos forces armées. Il est bon de ne pas l'oublier, parce qu'il est difficile en ce moment de renseigner le pays.

J'approuve l'observation que vient de faire l'honorable préopinant, au début de son discours. Il y a lieu, dit-il, de féliciter les Canadiens de ne pas perdre leur équilibre mental par le temps qui court. Les gens de ma province se demandent ce qui se passe. Dans les villages et les campagnes on est fort inquiet de la situation. On veut savoir ce qui en est. Les gens prétendent que le Gouvernement aurait dû les renseigner davantage sur les fortes dépenses de deniers publics, sur les motifs de ces dépenses et sur les besoins de nos forces armées.

L'autre jour, j'ai reçu d'un ami en Colombie-Britannique une coupure du *Daily Colonist* du 14 janvier, où il est dit que la réserve est bien à court d'hommes à Victoria. La ville n'a que 580 hommes pour la défendre en cas d'attaque. L'article ajoute qu'après étude approfondie on a constaté que les unités de la ville avaient besoin de plus de 3,000 hommes. La situation est d'ailleurs la même au Manitoba. C'est vrai aussi de bien des unités dans l'Ontario. Je serais étonné qu'il n'en fût pas de même des effectifs de la réserve dans toutes les provinces. Du double